Puisque tous les commerçants de détail ont intérêt à ce que la Cité soit autorisée à taxer les magasins à départements, pourquoi ne se joindraient-ils pas tous, quel que soit leur genre de commerce, en une vaste union, afin de se protéger ?

Pourquoi les commis menacés de perdre leur emploi si la plaie des grands bazars peut s'étendre sans bornes et sans limites ne se joindraient-ils pas à leurs patrons ?

Pourquoi les propriétaires, menacés de voir leurs immeubles sans locataires, ne feraient-ils pas chorus avec les marchands et leurs commis ?

Nous l'avons dit dans notre dernier numéro, les Magasins à départements n'épargneront rien pour éviter la taxe qui doit les atteindre.

Le commerce de détail doit faire la contre-lutte ; pour cela il ne faut épargner ni temps, ni peine, ni argent.

Dissolution de caoutchouc

Voici un des moyens de faire de la dissolution de caoutchouc—rubber Cement.

On se procure de la gomme de première qualité, entre autres celle dite *Para* ; on coupe cette gomme en petits morceaux, que l'on met dans un vase en fer blanc, dans lequel l'on a versé de l'essence de térébenthine, de la benzine, de l'huile de naphte ou simplement de l'essence de pétrole, d'un volume triple que la gomme ; on bouche le vase bien hermétiquement avec un couvercle, puis on le laisse, pendant un à deux jours dans un endroit tempéré, la gomme se dissout dans l'essence et forme une dissolution bonne à employer.

Dans le cas où cette dissolution n'aurait pas la consistance voulue, c'est à-dire celle de la pâte, on y ajouterait de la gomme jusqu'à ce qu'elle ait cette épaisseur pâteuse ; si la dissolution était trop épaisse, ce serait un peu d'essence que l'on ajouterait, jusqu'à ce que l'on eût une l'épaisseur de la colle de pâte ordinaire ; dès lors on peut l'employer.

On voit que faire soi-même de la dissolution de caoutchouc ce n'est pas difficile.

On se procure de la gomme *Para* ainsi que les essences chez tous les marchands de produits chimiques.

APPEL AU COMMERCE

Les Magasins à Départements

MONSIEUR,

Un groupe de commerçants, de commis, de propriétaires, de contracteurs, considérant l'opportunité de se défendre contre les ruines qu'accumulent les Magasins à Départements, a décidé de faire appel à tous ceux dont les intérêts sont menacés.

“ L'Union fait la force ! ” — plus nombreux nous serons à éclairer le public sur ses véritables intérêts et plus nous aurons de chances d'être écoutés, non-seulement de lui, mais aussi des gouvernements.

Nous sommes partisans convaincus de la liberté du commerce ; mais dans nos légitimes revendications contre les empiètements désastreux des Magasins à Départements, ce n'est pas la liberté, c'est l'existence même du commerce qui est en jeu.

Nous n'avons pas en vue la suppression des Magasins à Départements ; tout ce que nous demandons à la Législature, c'est de donner au Conseil de Ville le pouvoir d'imposer une taxe spéciale sur les différents genres de commerce exercés par ces Magasins.

Les commerçants de détail sont menacés dans leur existence même par ces grands magasins qui ont amené la disparition, à la ville et aux environs, d'un nombre considérable de petits magasins où des commis et d'autres employés, s'initiaient au commerce, et après quelques années de stage, parvenaient à s'établir à leur propre compte.

Aux environs de la ville et à la campagne, les magasins végètent ou disparaissent, parce que les clients de la campagne, fascinés par le mirage trompeur des Magasins à Départements, viennent s'approvi-